

Rémission à Petar Margić, Directeur général du Secrétariat de la Commission du Danube du titre de docteur honoris causa de l'Académie navale N. I. Vaptsarov

(Varna, le 14 octobre 2015)

Le 14 octobre 2015, à l'Académie navale N. I. Vaptsarov à Varna a eu lieu une cérémonie solennelle de rémission du titre de docteur honoris causa (*Doctor Honoris Causa*) de l'Académie navale au Directeur général du Secrétariat de la Commission du Danube, M. Petar Margić. L'Académie navale, fondée en 1881 est le centre national d'enseignement le plus ancien et bénéficiant de la plus grande autorité en Bulgarie, s'occupant de la formation de spécialistes hautement qualifiés dans le domaine des transports maritimes et fluviaux.



Le titre de docteur honoris causa a été remis à Monsieur Margić pour sa contribution au renforcement de la coopération entre la Commission du Danube et l'Académie navale, du développement de l'entente réciproque entre les pays de la région danubienne, ainsi que de la protection de l'environnement, le maintien de la paix et de la sûreté sur le Danube. Ont assisté à la cérémonie des représentants d'autorités d'Etat et publiques, des chefs d'organisations publiques non gouvernementales, de représentants de compagnies maritimes, du monde des affaires, des enseignants et des étudiants de l'Ecole. La médaille de mérite, la toge et le diplôme ont été remis par le recteur de l'Académie navale, Monsieur Bojan Mednikarov, capitaine de 1^{er} rang, professeur, docteur en sciences militaires. Selon la tradition, en la mémoire de ce jour, Monsieur Margić a planté un arbre dans la cour de l'Académie navale.

Après la partie officielle a eu lieu une présentation consacrée à l'histoire et à l'activité courante de l'Académie navale, y compris à des projets et programmes pour les enseignants et les étudiants. Le Directeur général et la direction de l'Académie navale ont examiné des perspectives de coopération bilatérale en matière de sûreté des bateaux et de protection des ports contre des attaques terroristes avec le concours de la Commission européenne.

